

6 octobre 2018

Les parrains de l'art contemporain.

...

Kaboul- Stockholm -Paris.

Fuir la Suède ou être renvoyés en Afghanistan. Telle est l'inexorable alternative à laquelle sont confrontés des centaines de réfugiés arrivés mineurs dans le royaume -scandinave. Face au durcissement de la politique d'immigration du pays, ces jeunes hommes tentent leur chance à Paris où l'église suédoise leur ouvre ses portes.



Les tout premiers sont arrivés voilà un an et demi, un jour de février 2017.



L'église suédoise, rue Médéric, dans le 17e arrondissement, a l'habitude de voir passer des compatriotes, quand ils font escale à Paris. " *Ils viennent manger une brioche à la cannelle ou discuter un peu* ", raconte Annika Casalonga, une paroissienne. Le bâtiment, en brique rouge, un drapeau suédois -fièrement dressé sur la façade, est un lieu de retrouvailles. Mais ce jour-là, les quatre visiteurs venus de Stockholm étaient différents.

Les jeunes hommes ne se sont pas fait prier pour raconter leur -histoire, en suédois. Tous les quatre sont afghans. Ils sont arrivés en Suède en 2015, mineurs isolés, venus sans famille. Ils espéraient y obtenir l'asile, mais leur demande a été rejetée, au bout de deux ans d'attente. Plutôt que risquer l'expulsion vers leur pays d'origine, ils ont donc quitté le royaume scandinave, pour venir tenter leur chance à Paris. Entre-temps, ils sont devenus majeurs. Mais on leur a dit que la France accordait l'asile à 70 % des demandeurs afghans et qu'elle ne renvoyait pas les déboutés.

Pour les paroissiens, des Suédois installés à Paris, c'est une surprise. Ils savaient que le sort de ces jeunes migrants divisait leur pays depuis des mois, mais ne s'attendaient pas à les retrouver ici. L'époque où le premier ministre social-démocrate, Stefan Löfven, en septembre 2015, défendait " *une Europe qui ne construit pas de murs* " est depuis longtemps révolue. Le 12 novembre 2015, le royaume a fermé ses frontières. Dans la foulée, le gouvernement a annoncé une série de mesures, destinées à aligner la politique suédoise de l'asile sur " *le moins-disant européen* " :

généralisation des permis de séjour temporaire, limitation du regroupement familial, incitations au retour.

Annika Casalonga l'avoue volontiers : guide-interprète, installée depuis trente ans en France, elle faisait partie de ceux qui pensaient que la Suède était allée trop loin en 2015, en recevant 163 000 demandeurs d'asile - un record en Europe, proportionnellement à la population du pays, qui compte 10 millions d'habitants. Elle n'en avait pourtant rencontré aucun, jusqu'au printemps 2017, et l'arrivée de ces quatre garçons, débarqués en train, gare de l'Est, avec l'espoir de tirer enfin un billet gagnant à la grande loterie européenne de l'asile.

Le jour de la Midsommar, la Saint-Jean suédoise, Annika Casalonga a assisté au baptême protestant des quatre jeunes Afghans, qui ont souhaité se convertir. L'émouvante cérémonie tire alors quelques larmes aux paroissiens. Puis l'église ferme ses portes pour l'été. À leur réouverture, quelques semaines plus tard, c'est le choc. "*Ils arrivaient par dizaine chaque semaine, raconte-t-elle. On était complètement débordés.*"

Car, en Suède, la rumeur s'est propagée sur les réseaux sociaux. Personne ne sait comment elle a commencé. Mais les jeunes Afghans, chaque jour plus nombreux à recevoir une réponse négative de l'Office national suédois des migrations, ont tous entendu parler d'un des leurs qui aurait obtenu l'asile en France.

À Arboga, une petite bourgade de 14 000 habitants, à 150 km à l'ouest de Stockholm, Nesar décide à cette époque de tenter sa chance. Son histoire ressemble à celle de milliers d'autres : une naissance à Kaboul, en 1998, des parents qui décident de partir et emmènent leurs trois enfants vivre en Iran en 2010. "*Nous n'avions pas de papiers. Si j'étais pris, on me renvoyait en Afghanistan ou bien on m'envoyait combattre en Syrie.*" À 16 ans, il rejoint le flot des migrants qui remontent vers l'Europe, pour finir, en janvier 2015, dans ce pays, la Suède, dont il n'avait jamais entendu parler avant de prendre la route de l'exil. Cette année-là, ils sont 35 000 mineurs isolés à gagner le royaume scandinave. Neuf sur dix sont des garçons. Les deux tiers viennent d'Afghanistan. Trois sur quatre obtiennent alors le statut de réfugié.

Nesar est placé dans un centre d'hébergement pour mineurs isolés. Il va à l'école, apprend le suédois et se fait des amis. Mais l'incertitude se prolonge. L'Office des migrations est débordé. Finalement, deux ans après son arrivée, sa demande d'asile est rejetée. Il fait appel à deux reprises. Chaque fois, la décision est la même : "*On me disait que la situation était stable à Kaboul, que la Suède y avait une ambassade. Que pouvais-je dire ? Tous les garçons de mon centre ont eu la même réponse.*" Alors, il

décide de partir pour la France. En faisant ce que Gérard -Collomb a appelé du "benchmarking" - une sorte d'étude de marché pratiquée par les migrants, selon le ministre de l'intérieur, "pour regarder les législations à travers l'Europe qui sont - ... - les plus fragiles".

Les mèches décolorées, un pantalon écossais noir et un tee-shirt anthracite serré, Nesar s'offusque qu'on puisse l'accuser de vouloir profiter de la France : "Quelle alternative avais-je ? La Suède ne voulait pas de moi. Soit j'essayais ailleurs, soit j'étais renvoyé en Afghanistan, où je n'ai plus personne et aucun futur." En cette étouffante après-midi du mois d'août, il a donné rendez-vous à la médiathèque Françoise-Sagan, dans le dixième arrondissement parisien. Le jeune homme vient y suivre des cours de français. Mais ce jour-là, c'est en suédois, plus à l'aise, qu'il répond aux questions.

On est à deux pas de la gare de l'Est, où il a débarqué, seul, en septembre 2017. Les premières semaines, il dort dans la rue, métro Jaurès. Pour la première fois depuis longtemps, pourtant, la chance lui sourit. Quand il est allé se faire enregistrer à la Préfecture de Paris, ses empreintes ne sont pas apparues sur l'ordinateur. Le bureau suédois des migrations les a pourtant entrées dans la base de données européennes Eurodac en janvier 2015, quand il est arrivé en Suède. Si elles avaient refait surface, Nesar aurait été classé en "procédure Dublin", du nom des accords de Dublin. La France aurait demandé à la Suède, premier pays où il a été enregistré en Europe, de le reprendre. Nesar se retrouve en "procédure normale". Lors de son entretien à l'Ofpra, il décide pourtant de dire la vérité. "J'ai expliqué que la Suède n'accorde pas l'asile aux Afghans et qu'elle les expulse." Ce courage paye. Deux mois plus tard, en juin 2018, il obtient le statut de réfugié et une carte de résident permanent.

Pourquoi les autorités suédoises ont-elles estimé qu'il n'était pas un bon candidat à l'asile ? Pourquoi les autorités françaises ont-elles pris la décision inverse ? Le cas de Nesar est loin d'être unique. Amir, 20 ans, originaire de Ghazni, arrivé à Paris en juin 2017, vient d'obtenir la protection subsidiaire en France. Malgré deux ans passés en Suède, lui aussi a été classé en "procédure normale".

Même chose pour Kompez (son prénom a été changé), 19 ans, qui a pourtant été arrêté en chemin, en Allemagne. Les gardes frontières ont pris ses empreintes. En consultant Eurodac, ils ont découvert qu'il avait déposé une demande d'asile en Suède. "Je leur ai dit que j'allais à Paris. Ils ont rigolé. Puis, une policière m'a montré dans quel train monter et m'a donné un laissez-passer en allemand, qui expliquait qui j'étais, au cas où je me ferais de nouveau arrêter." Arrivé à Paris, Kompez est convaincu qu'il sera renvoyé en Suède : "Je savais qu'ils allaient trouver

mes empreintes à la préfecture. " Il n'en croit donc pas ses oreilles quand le verdict tombe : " *procédure normale* ", annonce-t-il, un grand sourire sur son visage poupin.

Le jeune homme serait bien resté en Suède, où il s'est reconstitué une famille.

" *Ma maman et mon papa suédois* ", comme il appelle le couple rencontré par hasard, qui, apprenant qu'il n'était pas heureux dans le centre d'hébergement, a proposé de l'accueillir un temps. En Afghanistan, il n'a plus personne. Son père, médecin, et sa soeur aînée ont été tués " *par les talibans ou Daech, je ne sais pas, un jour le drapeau était blanc, le lendemain, il était noir* ". Il a perdu sa mère et sa petite soeur au passage de la frontière entre le Pakistan et l'Iran. Ses " parents " suédois ont tenté de le convaincre de rester. Mais il a eu trop peur d'être renvoyé en Afghanistan.

Depuis Paris, la pasteure Tanja Kamensky, nommée un an plus tôt, lance un appel désespéré dans le journal clérical *Kyrkans Tidning*, le 5 septembre 2017. " *Avec la politique de l'asile que nous menons aujourd'hui, nous transférons le problème à d'autres pays, avec de graves conséquences pour ces jeunes hommes*, déclare-t-elle. C'est indigne de la Suède. " Quelques jours plus tard, la mission de l'église à l'étranger débloque les fonds pour financer un poste à temps partiel, pour six mois, afin de -s'occuper des arrivants. Sara Brachet est immédiatement embauchée. Jolie blonde de 46 ans, la Suédoise, mère de trois enfants, installée à Paris depuis un peu plus de vingt ans, est alors en pleine reconversion professionnelle. Elle vient de mettre un terme à sa carrière de sociodémographe à l'Institut national d'études démographiques pour se lancer dans le conseil en nutrition. Quelques mois plus tôt, une amie en Suède l'a contactée sur Facebook : " *Elle s'était occupée d'un jeune Afghan, qui venait d'être débouté. Il partait pour la France et elle me demandait de l'aider.* " Le message, avoue-t-elle, l'a prise au dépourvu. " *Quelques années plus tôt, j'avais aidé des familles de Chinois dans leurs démarches, avec d'autres parents d'élèves, mais je ne connaissais pas grand-chose à la procédure d'asile.* " Très vite, pourtant, elle devient un repère pour ces jeunes qui débarquent rue Médéric et qui étaient déjà souvent en contact avec Svenska kyrkan, l'église -évangélique luthérienne, en Suède.

Sara Brachet les aide à rédiger leur récit, à trouver des interlocuteurs. Tout se fait en suédois, sauf les cours de français, organisé par des bénévoles, le vendredi après-midi. Les jeunes, souvent à la rue pendant quelques jours avant d'être inscrits à la préfecture et obtenir un hébergement, peuvent venir se doucher, faire leur lessive, manger un morceau. Une pièce à

l'étage est transformée en vestiaire pour entreposer les vêtements donnés par les paroissiens. L'église gère également les virements d'argent effectués par les familles suédoises aux jeunes qu'elles ont hébergés.

Au total, Sara Brachet pense avoir rencontré 300 jeunes Afghans, entre septembre 2017 et la fin juin 2018, quand son contrat, prolongé de trois mois, s'est achevé. Depuis la fin août, il en arrive trois à cinq nouveaux par semaine. Et chaque jour, elle continue de recevoir des mails de bénévoles suédois qui veulent savoir si la France est bien ce pays généreux, prêt à accueillir leurs Afghans. " *Je leur dis la vérité*, explique-t-elle. *Que la vie ici n'est pas facile et que rien n'est garanti. Je ne peux pas les encourager à venir, en sachant ce qui les attend. Mais s'ils ont été déboutés et qu'ils vont être expulsés, rien ne peut être pire. Alors, oui, dans ces cas-là, Paris est une solution.*" Un jeune a été déposé sur le perron de l'église, en voiture, par un couple de Suédois. " *Ils avaient étudié le voyage dans les moindres détails, regardant où ils pouvaient passer la frontière avec le moins de risque de se faire arrêter. Ils laissaient le jeune un kilomètre avant, puis le reprenaient un kilomètre après.*" À Paris, rue Médéric, les fidèles sont partagés. Certains se sentent envahis. Ils craignent que les ressources de la paroisse soient dilapidées, au profit des jeunes demandeurs d'asile. Les machines à laver ont fini par tomber en panne. La salle de douche a été abîmée par l'humidité. La cohabitation, pourtant, se passe sans le moindre incident, assure Annika Casalonga. Fin novembre, les jeunes ont même participé à la préparation du marché de Noël, un des grands rendez-vous de l'année à l'église. Et un vendredi soir - comme le veut la tradition en Suède - ils ont cuisiné des tacos pour les bénévoles.

Annika Casalonga confie que l'expérience l'a changée. " *L'arrivée de ces jeunes a représenté un vrai défi. Pour moi, c'était le moment de montrer que nous étions une église, pas juste un lieu de rendez-vous pour les Suédois à Paris.*" Elle a découvert son pays sous un nouveau jour : " *La Suède a beaucoup changé, c'est devenu un pays froid* ", estime-t-elle. Certains de ses proches ne comprennent pas son engagement. " *J'ai réalisé qu'en fait aucun de mes amis ou des membres de ma famille ne fréquentait d'étrangers ou ne connaissait de musulmans.*" Lors de la dernière campagne électorale, avant le scrutin du 9 septembre, les partis ont rivalisé de propositions pour accélérer le départ des jeunes demandeurs d'asile déboutés. Sur les 24670 Afghans arrivés en Suède en 2015, un sur trois a obtenu le statut de réfugié en première instance. Selon l'Association suédoise des mineurs isolés, quarante ont déjà été renvoyés en Afghanistan. Deux au moins y ont depuis été tués dans une explosion.

L'un d'eux était le client de Viktor Banke. Pour cet avocat, qui dénonce le virage de la politique migratoire suédoise de ces dernières années, " *la stigmatisation des mineurs isolés a commencé assez tôt après leur*

arrivée, avec les agressions sexuelles de la Saint-Sylvestre, le 31 décembre 2015, à Cologne, en Allemagne, et le meurtre d'une jeune Suédoise, employée d'une résidence pour mineurs isolés, tuée par un de ses locataires, en janvier 2016 ". Deux événements qui ont cristallisé les angoisses d'une partie de la population, choquée par des statistiques montrant que le déséquilibre entre les sexes chez les ados (100 filles pour 106 garçons avant 2015) s'est accentué avec l'arrivée des réfugiés (100 filles pour 116 garçons en 2016).

Les autorités suédoises commencent alors à être plus regardantes sur leur âge. Ils sont accusés de mentir. À partir du printemps 2017, on leur demande de se soumettre à des tests médicaux. Les examens, constitués d'une radio de la mâchoire et du genou, ont beau être contestés par des dizaines de médecins, l'association des avocats suédois et diverses ONG, ils continuent d'être appliqués. Avec presque toujours la même issue : l'âge du demandeur d'asile est relevé de quelques mois et sa demande rejetée.

Durant l'été 2017, des centaines de demandeurs d'asile manifestent pendant deux mois à Stockholm. Finalement, sous la pression des Verts, le parti social-démocrate accepte d'autoriser les jeunes, scolarisés en Suède, arrivés avant le 25 novembre 2015 - et le durcissement de la législation sur l'asile - à rester jusqu'à la fin de leurs études. La loi aurait dû s'appliquer à 9 000 d'entre eux. Mais beaucoup sont déjà partis et n'osent plus revenir, de peur d'être arrêtés à la frontière suédoise et immédiatement placés en centre de rétention.

C'est le cas de Moktar, arrivé à Paris en juillet 2017. Sous " procédure Dublin ", il a été reclassé en " procédure normale " - la Suède ne l'ayant pas repris dans les six mois prévus par la loi. Il attend la décision de l'Ofpra. Si certains rêvent de revenir en Suède une fois leur situation régularisée, lui ne veut plus y remettre les pieds. " *Un soir, j'ai été attaqué par des néonazis dans un bus.* " À Paris, il sait que ce sera difficile. Mais il est prêt à s'accrocher et rêve de passer son bac et d'entrer à l'université.

par anne-françoise hivert - photos agnès dherbeys

© Le Monde

◀ **article précédent**

article suivant ▶

La petite entreprise Jacquemus.

...

Les parrains de l'art contemporain.

...